



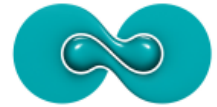
**iisd | Reporting Services**

# Bulletin du Forum mondial de l'eau

**Un rapport quotidien du 5ème Forum mondial de l'eau**

Publication de l'Institut international du développement durable en collaboration avec le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau

5<sup>th</sup> WORLD WATER FORUM  
ISTANBUL 2009



EN LIGNE À: [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WATER/WORLDWATER5/](http://www.iisd.ca/YMB/WATER/WORLDWATER5/)  
ÉDITION #4, VOLUME 82, NUMÉRO 19, VENDREDI, 20 MARS 2009

## 5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: FAITS MARQUANTS DU JEUDI 19 MARS 2009

Le jeudi, les délégués ont participé aux sessions des groupes régionaux de la Méditerranée et des pays arabes. Dans la matinée, le processus politique s'est poursuivi avec le dialogue entre les autorités locales et les parlementaires, et dans l'après-midi, les autorités locales ont discuté du Consensus d'Istanbul sur l'eau. Les sessions thématiques « Évolution du développement humain et des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et « Financement », se sont poursuivies, tandis que les sessions « Changement global et gestion des risques » et « Gouvernance et Gestion » ont été clôturées.



Des Jeunes participants rassemblés sur le pont reliant les deux sites de la conférence

## SESSIONS RÉGIONALES

**GROUPE DES PAYS MÉDITERRANÉENS:** Hachmi Kennou, de l'Institut méditerranéen de l'eau, a noté que les observations exprimées au cours de la session enrichiront le projet de rapport final du document régional méditerranéen. Dans les remarques préliminaires, l'Ambassadrice de la Grèce, Roza Ieremia, a énuméré les priorités politiques pour la région, notamment: le financement durable, l'adaptation et l'atténuation du changement climatique; et les synergies entre la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la gestion intégrée de la zone côtière (GIZC). Abdelkebir Zahoud, Secrétaire d'État du Maroc, a noté l'importance des transferts des connaissances et des technologies.

Michael Scoullou, du Partenariat mondial pour l'eau en Méditerranée (GWP-Med), a résumé le projet de message méditerranéen en déclarant que la région est venue au Forum avec un nouvel engagement politique.

Au cours du premier panel sur la gestion de la demande en eau et l'adaptation au changement climatique, la gouvernance de l'eau et le financement, Henri-Luc Thibault, de Plan Bleu, a souligné le rôle de la gestion de la demande, et de l'efficacité. Vangelis Constantianos, de GWP-Med, a parlé de l'éducation,



Henri-Luc Thibault, Plan bleu

de la participation des parties prenantes et de la sensibilisation aux questions sexospécifiques pour relever les défis posés à la gouvernance.

Fadi Comair, du Ministère de l'énergie et de l'eau du Liban, a présenté deux initiatives sur la gouvernance de l'eau; Mohamed

Ali Khouadja, de l'Autorité nationale de l'eau de Tunisie, a parlé de l'expérience dans la mobilisation des réponses au changement climatique; Juan Valero de Palma Manglano, de la communauté des irrigateurs euro-méditerranéens, a mis l'accent sur l'importance de l'irrigation dans la région; et Niraj Shah, de la Banque européenne d'investissement, a noté la nécessité des diverses stratégies de financement.

Les participants ont discuté entre autres de: l'eau virtuelle; la gestion de l'eau dans des situations d'occupation, de conflit et des eaux transfrontalières; l'interaction entre les besoins en eau, en énergie et en alimentation; et des opportunités pour la coopération nord-sud dans le bassin méditerranéen.

Ouvrant le deuxième panel sur l'eau et le développement côtier, le Président du Conseil mondial de l'eau (CME), Loïc Fauchon, a déclaré que le rôle des technologies modernes dans le bassin méditerranéen, bien que controversé, doit être exploré. Le co-Président du Panel, Michel Vauzelle, de la Commission inter-méditerranéenne de la Conférence des régions périphériques maritimes, a cité le tourisme, l'urbanisation et la migration comme des sources de stress sur les régions côtières. Le co-Président du Panel, Ivica Trumbic du Programme des Nations Unies pour la protection de l'environnement (PNUE), a souligné qu'une mauvaise intégration des régions maritimes et terrestres entraîne des tensions entre populations riches et pauvres. Les panélistes ont par la suite discuté entre autres: du tourisme et de l'agriculture comme secteurs concurrents pour l'eau dans les zones côtières; de l'importance du dessalement et de traitement des eaux usées dans les zones côtières de la Méditerranée; des moyens pour mettre en œuvre simultanément la GIRE et la GIZC, même si ces procédés sont parfois conflictuels; les implications des Directives-cadre de l'Union européenne sur l'eau, dans les régions côtières de l'UE; et le potentiel pour les initiatives régionales, telles que le Partenariat euro-méditerranéen et la Convention pour la protection de l'environnement marin et des régions côtières de la Méditerranée pour la mise en place d'une coopération régionale.

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographie: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courrier électronique à: <alexandra@iisd.org>.

Dans une discussion de conclusion, Teodoro Estrela, Directeur adjoint de l'eau, Espagne, a mis l'accent sur la sensibilisation du public, les politiques d'établissement des prix et l'intégration politique, considérés comme composantes clés de la gestion de la demande en eau. Trumbic a relevé l'importance des efforts régionaux tels que le programme Horizon 2020 de l'UE, dans l'amélioration de la gestion de l'eau.

Jean-Claude Vial, du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et du développement territorial, France, a encouragé la traduction des engagements politiques en actions concrètes, et Elena Espinosa Mangana, Ministre de l'environnement, des affaires rurales et maritimes, Espagne, a souligné la nécessité d'une coopération étroite entre les pays de la région pour harmoniser les demandes en eau et la protection de l'environnement.

**GROUPE DES PAYS ARABES:** Mahmoud Abu Zeid, Président du Conseil arabe de l'eau (AWC), a souligné qu'étant donné la rareté de l'eau dans la Région arabe, fournir l'eau en quantités suffisantes pour l'agriculture, les industries et les ménages, représente un véritable défi. Il a déclaré que ces problèmes pourraient être réglés à travers l'utilisation des ressources humaines de la région, en particulier l'Académie arabe de l'eau; la collaboration entre les états; et la poursuite du partage de l'information sur le plan international.

Loïc Fauchon, Président du CME, a souligné quatre principales obligations, à savoir: la mise en œuvre du droit à l'eau; la mobilisation de nouveaux financements pour l'eau et l'assainissement, et l'utilisation efficace de ce financement; s'assurer que les gestionnaires de l'eau sont installés pour garantir un approvisionnement continu d'eau propre; et promouvoir l'éducation sur les ressources aquatiques.

Safwat Abdel-Dayem, Directeur exécutif AWC, a parlé du Processus régional des pays arabes, mettant l'accent sur les mesures nécessaires pour améliorer la gestion de l'eau, notamment: la mise en œuvre du droit à l'eau et la réduction des écarts entre les niveaux de connaissances des peuples par le biais de la collaboration et des échanges d'information.

Al Sadiq Almahdi, ancien Premier ministre du Soudan, a souligné l'importance du dialogue si l'on veut parvenir à un accord sur le partage équitable. Il a déclaré que contrairement au pétrole, l'eau est une ressource partagée qui ne peut être gérée qu'en utilisant de bonnes politiques et en respectant les droits des autres. Abdulatif



**Al Sadiq Almahdi**, Ancien Premier Ministre du Soudan

Rasheed, Ministre des ressources en eau d'Iraq, a noté qu'en raison de l'origine extérieure de la plupart de ses ressources d'eau, l'Iraq se trouve dans une situation «haute non sécuritaire» par rapport pour ce qui est de l'eau. Il a aussi souligné les efforts renouvelés pour promouvoir le dialogue



G-D: **Mahmoud Abu Zeid**, Président du Conseil arabe de l'eau; **Abdulatif Rasheed**, Ministre des ressources en eau, Iraq; et **Kaoru Ishikawa**, Ambassadeur du Japon en Égypte

avec la Turquie et la Syrie et appelé les pays arabes à ratifier les traités internationaux existants sur les cours d'eau transfrontaliers.

Kevin Cleaver, du Fonds international pour le développement agricole, a demandé aux pays arabes d'exploiter la base de connaissance historiquement riche et unique de la région. Notant que plusieurs systèmes agricoles modernes sont très inefficaces en matière d'eau, il a plaidé pour une restructuration des systèmes existants d'incitatifs, afin de promouvoir des technologies et des cultures plus efficaces. Se faisant l'écho à l'énorme opposition que montre la région à la privatisation de l'eau, il a proposé de trouver un «vocabulaire» moins controversé pour stimuler le débat public sur la gamme des options politiques disponibles, «étant donné qu'il faut bien que quelqu'un paie pour la fourniture de l'eau».

Kaoru Ishikawa, Ambassadeur du Japon en Égypte, a souligné cinq messages sur l'eau et la science, notamment: la nécessité de respecter les ressources existantes par le biais d'une utilisation efficace; l'usage de techniques telles que le dessalement; «aider la nature» en utilisant la technologie pour nettoyer les sources d'eau polluées; renforcer les Associations des utilisateurs d'eau pour une utilisation équitable; et ajuster les perceptions sur l'assainissement et la réutilisation de l'eau.

Dans une discussion de clôture, les panélistes venus des universités, des institutions de politiques, du Gouvernement et de la société civile ont débattu des messages clés émis par les parties prenantes arabes au 5ème Forum mondial de l'eau. Soulignant que la voie à suivre pour avancer demande de réfléchir de manière originale, ils ont discuté entre autres: d'explorer des innovations en dehors du secteur de l'eau; reconnaître la contribution de la société civile; diffuser les bonnes pratiques; renforcer l'éducation et la collaboration scientifique; promouvoir les approches de GIRE; et accélérer la ratification des traités internationaux sur le règlement des conflits liés à l'eau.

## PROCESSUS POLITIQUE

### DIALOGUE ENTRE LES AUTORITÉS LOCALES ET LES PARLEMENTAIRES:

A la suite des réunions séparées du mercredi, les parlementaires et les représentants des autorités locales de l'eau se sont réunis pour un dialogue conjoint sur la décentralisation et le droit à l'eau et à

l'assainissement. Ouvrant la session, Mustafa Öztürk, de la Grande Assemblée nationale de la Turquie, a noté l'importance historique de la réunion et l'impérieuse nécessité d'une coordination entre les parlementaires et les autorités locales.

Le modérateur Mohamed Saäd El Alami du Maroc a relevé que plus de la moitié de la population mondiale vit dans les villes, situation qui constitue de lourdes responsabilités sur les autorités locales. Il a déclaré que la



Modérateur **Mohamed Saäd El Alami**, Maroc



G-D: **Kevin Cleaver**, Vice-Président, Fonds international de développement agricole; **Al Sadiq Almahdi**, Ancien Premier Ministre du Soudan; **Mona El-Shazli**, TV égyptienne; **Mahmoud Abu Zeid**, Président du Conseil arabe de l'eau; **Abdulatif Rasheed**, Ministre des ressources en eau, Iraq; et **Kaoru Ishikawa**, Ambassadeur du Japon en Égypte



Participants d la session des Autorités locales

coopération est cruciale pour assurer la durabilité des ressources en eau par l'entremise des lois et des politiques appropriées.

Mohammed Bin Abdallah Al-Guwaihes, Arabie Saoudite, et Louis Le Pensec, du Conseil des municipalités et des régions (AFCCRE), ont parlé des rôles de la gouvernance au niveau national par rapport au niveau local, et du secteur privé dans la fourniture de l'eau, le traitement des eaux usées et l'assainissement, ainsi que des processus de décentralisation dans leurs pays. Ils ont également parlé du changement climatique, de la pollution et de la fourniture d'une eau de bonne qualité comme défis auxquels sont confrontés les parlementaires et les autorités locales.



Mohammed Bin Abdallah Al-Guwaihes, Arabie Saoudite

Résumant les sessions parlementaires du Forum tenues à ce jour, Jean-François le Grand, du Conseil général de la Manche, France,

a noté que la plupart des parlementaires avaient approuvé en principe, le droit à l'eau et à l'assainissement qui devrait être reconnu par les gouvernements au même titre que les problèmes environnementaux. Maged Abu Ramadan, Maire de Gaza et Président de l'Association des autorités locales palestiniennes, a noté que la plupart des Palestiniens n'ont pas un accès adéquat à l'eau en raison de l'occupation et du partage inéquitable. Il a souligné la nécessité d'accélérer la mise en œuvre du Plan d'action de Johannesburg pour la réalisation des ODM.



Maged Abu Ramadan, Maire de Gaza et Président de l'Association des autorités locales palestiniennes

Les discussions des parlementaires et des autorités locales ont porté essentiellement sur le droit humain à l'eau et sur la nécessité d'une législation plus efficace, et d'un soutien financier pour permettre aux autorités locales de jouir de leur droit. Des participants ont accepté d'affecter 1% de l'aide officielle au développement (AOD) à la facilitation de la gestion efficace des ressources en eau par les autorités locales des pays en développement, et de soutenir la mise en œuvre des ODM. Un parlementaire de la Turquie a suggéré d'inclure dans les résultats du Forum, une disposition sur la compensation pour destruction des infrastructures

d'eau pendant les conflits.

Zekai Şen, d'Istanbul, a résumé les discussions, en mettant l'accent sur la nécessité entre autres: de traduire les conclusions des discussions en actions concrètes; de poursuivre le dialogue entre les parlementaires et les autorités locales; de traduire le droit humain à l'eau en accès à l'eau pour tous; et de traiter le changement climatique global par le biais de l'application du principe du pollueur-payeur.

**AUTORITÉS LOCALES:** Dans l'après-midi, le Président Charles Josselin, ancien Ministre des Affaires étrangères, France, a procédé à l'ouverture de l'Assemblée générale des autorités locales et régionales. Henry Bégoire, Maire de Maxeville, France, a déclaré que les autorités doivent assumer



Une vue à vol d'oiseau de la session sur le Dialogue entre les Autorités locales et les Parlementaires



G-D: Jean-Yves Pidoux, maire adjoint de Lausanne, Suisse; et Gaye Doğanoglu, Congrès des autorités locales et régionales du Conseil de l'Europe.



Le Maire d'Istanbul **Kadir Topbaş** (à droite) avec un participant à la réunion des autorités locales

la responsabilité et être en mesure de mobiliser les moyens financiers pour le traitement de l'eau et l'assainissement dans les villes en croissance rapide.

La modératrice Margaret Pageler, CME et Gouvernements locaux pour la durabilité (ICLEI), a noté l'importance des mesures d'adaptation pour éviter le stress hydrologique, notamment: l'éducation; la flexibilité; l'évaluation de l'impact probable du changement climatique; et la planification et la gestion des désastres. Zekai Şen, Istanbul, Turquie, a déclaré que le cycle de l'eau est en train de changer en raison des activités humaines et de la pollution, et a relevé que ces changements affectent la santé et la nutrition.

Pageler a demandé aux représentants de l'autorité locale quel message clé ils aimeraient transmettre aux parlementaires et aux ministres. Au cours des discussions, les autorités locales ont souligné la nécessité d'être dotés des moyens à travers le cadre réglementaire et le soutien financier, et de préserver les ressources rares. Ils ont souligné que les autorités locales comprennent mieux les besoins des citoyens et sont mieux placées pour mettre en œuvre la notion de l'eau en tant que droit humain, à condition que les ressources provenant du niveau national et international soient ciblées vers la gouvernance à ce niveau.

Kadir Topbaş, Maire d'Istanbul a présidé une session sur "l'adoption finale du Consensus d'Istanbul sur l'eau (IWC)", et mis l'accent sur le rôle des autorités locales et régionales dans la réalisation de la sécurité de l'eau et des ODM. Le facilitateur Selahattin Yildirim, Secrétaire général de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest, a noté que l'IWC représente non seulement un consensus, mais aussi le début d'un processus plus long de mise en œuvre.

Reinaldo Asperin Bautista, Maire de Baguio, Philippines, a noté que l'IWC fournit aux autorités locales un cadre d'action et a demandé instamment aux autorités locales de revenir au Forum mondial de l'eau en 2012 en ayant accomplis des progrès concrets dans la mise en œuvre des leurs principes.



Participants à l'Exposition sur l'eau

Les représentants des quatre villes signataires, à savoir; Atakpamé, Togo; Lausanne, Suisse; Barcelone, Espagne et Thessaloniki, Grèce, ont demandé instamment aux autorités locales de signer le document. Gaye Doğanoglu, Congrès des autorités locales et régionales du Conseil de l'Europe, a félicité les villes qui ont déjà signé le Consensus, notant que les autorités locales et régionales ont exhibé une meilleure gestion financière que leurs partenaires nationaux, tant au chapitre des prêts que des dépenses.

Certains représentants de l'Autorité locale ont déploré le fait de ne pas pouvoir signer le Consensus tant que la référence aux «transferts d'eau inter-bassins» n'est pas supprimée dans l'annexe sur les Lignes directrices pour un Plan d'action local et régional. D'autres ont noté qu'ils partagent déjà l'eau entre des bassins et se sont opposés à la suppression de cette expression. Le facilitateur, Yildirim a proposé de remplacer la référence «transferts interbassins» par «à l'intérieur des frontières nationales». Cette proposition a été rejetée par certaines autorités locales qui ont mis l'accent sur l'importance potentielle de tels transferts pour les pays en développement ayant des eaux transfrontalières. Les autorités concernées par l'inclusion de cette référence ont poursuivi leurs discussions pendant la pause café. Le facilitateur Yildirim a recommandé la suppression de «transfert interbassin» et d'insérer une note au bas de la page pour les autorités locales favorables au principe.

Dominique Lefebvre, Maire de Cergy-Pontoise, France, a ouvert la session sur la mise en œuvre de l'IWC et a présenté les «Villes championnes», notant que ces villes, outre les engagements envers le Consensus, conviennent: d'agir comme ambassadrices de l'IWC et de faire sa promotion dans leur région; de défendre un thème et de promouvoir la coopération entre les autorités locales à ce sujet; et de partager l'information et la connaissance sur leurs expériences dans la mise en œuvre. Les autorités locales de Lausanne, Suisse; Vienne, Autriche; et Incheon, République de Corée, ont convenu de jouer le rôle de chef de file dans la mise en œuvre de l'IWC.

A propos de la mise en œuvre, les autorités locales ont discuté de la nécessité de: maintenir le contrôle de l'approvisionnement de l'eau, en particulier lorsque les services ont été privatisés; de partager les avantages de l'eau et les frais de son traitement; et d'ajouter l'accès à l'eau pour tous les ménages et toutes les entreprises comme l'une des conditions pour être une «Ville championne».

Pour conclure, le Maire Topbaş a souligné qu'il revient aux autorités locales de satisfaire les besoins en matière d'eau et d'assainissement. Il a donné son appui total à l'IWC et a proposé la création d'un comité de l'eau au sein de l'autorité locale. Il a ajouté que les autorités doivent appliquer les principes de l'IWC et présenter un rapport sur les progrès accomplis, au prochain Forum mondial de l'eau,

## SESSIONS THÉMATIQUES

### CHANGEMENT GLOBAL ET GESTION DES RISQUES GESTION DE L'EAU PENDANT ET APRÈS LES CATASTROPHES ET LES CONFLITS:

Robert Mardini, du Comité international de la Croix rouge, a noté que les catastrophes sont caractérisées au départ par une intense couverture médiatique et une bonne volonté de la part des donateurs, mais qu'un fossé financier s'ouvre une fois que l'attention internationale faiblit. Il a déclaré que la session devrait se concentrer sur la protection de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les territoires palestiniens occupés.

Notant que le secteur de l'eau en Palestine se trouve dans le «désarroi total», Stéphanie Oudot, de l'Agence française de développement (AFD), a déclaré que l'absence de progrès ne dépend pas d'un manque de fonds ou de capacités, mais est plutôt une conséquence de la situation politique. Elle a expliqué qu'un grand nombre de projets financés par des donateurs ont dû être interrompus suite à la difficulté de négocier les transferts de matériaux et de main d'œuvre à travers la frontière avec Israël. Comme options alternatives, elle a déclaré que la situation peut être allégée par la

construction d'une usine de dessalement à Gaza ou en Égypte, mais ces investissements ne pourraient pas être garantis tant que plane toujours la menace d'une reprise du conflit.

Annika Johansson, de l'agence suédoise de coopération internationale, a souligné la nécessité d'une coordination étroite sur le terrain, d'une flexibilité et d'une vision à long terme de la part des donateurs et des partenaires de développement de la Palestine.

Takeshi Naruse et Okazaki Yuji, de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), ont présenté le travail que la JICA fait pour réduire les inégalités en matière d'eau, entre la Palestine, Israël et la Jordanie, notamment en fournissant une assistance pour le développement des infrastructures liées à l'eau. Alain Boinet et Pierre Gallien, de Solidarités, France, ont mis l'accent sur la nécessité: de promouvoir le partage de la connaissance; la participation communautaire aux efforts de reconstruction; et la mobilisation des fonds pour la reconstruction après le conflit.

Les représentants de la Ligue des États arabes et de l'Autorité palestinienne ont discuté des questions légales liées aux droits d'accès à l'eau dans la région. Ils ont souligné que l'eau est protégée par le droit humanitaire international, en tant qu'«objet civil indispensable à la survie de la population humaine».

Se présentant comme «Ministre de l'eau virtuelle» Shaddad Attili, Chef de l'Autorité palestinienne chargé de l'eau, a souligné la difficulté à trouver des solutions concrètes à l'insécurité de l'eau en Palestine. Il a noté que le Président Abbas a plaidé pour que l'eau soit «exclue» du conflit israélo-palestinien et a annoncé que l'Autorité palestinienne soutiendra la Convention des nations unies de 1997 sur les cours d'eau et poursuivra la recherche du dialogue avec Israël. Commentant sur certaines options techniques présentées, Attili a conclu que choisir le dessalement implique «abandonner l'eau qui se trouve sous nos pieds», et a donc demandé de recourir plutôt au droit international pour trouver un moyen de partager les ressources transfrontalières.

**CONCLUSION THÉMATIQUE DE «CHANGEMENT GLOBAL ET GESTION DES RISQUES»:** Ger Bergkamp, du CME, a modéré une session qui a réalisé la synthèse des sujets du thème, à savoir, le changement climatique, la migration et les catastrophes.

À propos de «l'adaptation au changement climatique», Henk van Schaik, du Programme de coopération sur l'eau et le climat, a souligné les points clés qu'il a retenus lors des dialogues régionaux sur l'adaptation au changement climatique, la planification et le financement. Il a parlé entre autres du besoin: d'un échange d'information; des budgets nationaux visant l'adaptation; et d'une structure pour le financement. Les panélistes et les participants ont discuté des sujets suivants: l'adaptation comme «mode de vie», les mécanismes d'adaptation de niveau local; la fourniture permanente de l'eau dans les zones rurales et semi-arides; la nécessité d'un financement international pour les actions locales; et la régénération des espèces dans la mangrove, les forêts et les zones humides.

Sur le sujet de «la migration», Tim Kasten, du PNUE et Janos Bogardi de l'UNESCO, ont mis en exergue l'importance d'identifier les causes sous-jacentes de la migration et la

redéfinition des priorités des initiatives du développement rural. Ils ont marqué la distinction entre les migrations urbaines et rurales, et les migrations nationales et internationales, déclarant que la migration est une forme d'adaptation et pas juste un échec à s'adapter. Les discussions qui ont suivi ont traité entre autres de la divergence des perspectives sur l'eau comme cause directe de la migration; la nécessité de prévoir des systèmes d'eau capables de répondre à une urbanisation croissante; et les considérations liées aux sexes.

Sur le sujet de la «gestion de catastrophes», Kuniyoshi Takeuchi, de la Société hydrologique internationale, a mis l'accent sur les recommandations et les conclusions, notamment, la nécessité de: procéder à un changement de paradigme en passant d'un système de politiques réactionnelles, à des politiques anticipatrices; renforcer l'importance de la responsabilité nationale; ainsi que la nécessité de mettre en place des systèmes efficaces d'alerte précoce. Les questions discutées par les panélistes et les participants incluaient: le double financement de la réponse d'urgence et de la prévention; l'utilisation d'un langage simple pour transmettre les messages au monde extérieur; la reconnaissance du droit à l'eau et à l'assainissement, ainsi que les droits des femmes dans le processus de prise de décision; l'utilisation combinée des instruments modernes et traditionnels de communication; le partage équitable de l'eau; et la bonne gouvernance de l'eau.

À la suite des dernières réflexions faites par van Schaik dans lesquelles ce dernier a décrit le changement climatique, la migration et les catastrophes comme des phénomènes globaux comportant des conséquences régionales qui requièrent des solutions locales, plusieurs panélistes ont exprimé le besoin d'adopter une approche intégrée et multidisciplinaire. Un représentant du Forum des jeunes a plaidé pour que la priorité soit accordée à l'eau dans l'agenda du changement climatique et pour la nécessité de prendre en compte les mesures de prévention telles que les systèmes d'alerte précoce, en plus de l'adaptation.

Les participants ont examiné l'importance d'un engagement avec le secteur privé dans la recherche des solutions; de la conception de mécanismes de financement pour surveiller l'utilisation du mécanisme de financement de l'adaptation; du renforcement des capacités institutionnelles pour utiliser efficacement ces fonds; de la coordination de la planification pour l'adaptation avec les activités de développement; de lier l'eau et l'adaptation.

## **PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LES ODM**

### **COMMENT UNE MEILLEURE GESTION DE L'EAU PEUT-ELLE RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET LA FAIM?**

**UNE SYNTHÈSE:** Chandra Madramootoo, de la Commission internationale des irrigations et du drainage (CIID), a présenté la synthèse de la session et a centré le débat sur la pauvreté et la faim dans le contexte de la crise alimentaire, qui à son avis, constitue une menace pour les progrès à accomplir en vue de la réalisation des ODM.

Jonathan Woolley, du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, a déclaré qu'en dépit de présenter l'utilisatrice principale des ressources détournées de l'eau, l'agriculture est restée aux portes de Forum. Il a demandé instamment d'étudier la manière de placer l'agriculture dans une position plus centrale lors des discussions.

Salih Abdin, du Conseil arabe de l'eau, a énuméré les défis qui se posent à la production alimentaire, en particulier la croissance démographique, les catastrophes naturelles, et l'utilisation des produits agricoles comme biocarburants. Il a souligné la nécessité d'une coopération internationale et d'une rationalisation du commerce alimentaire international.

Les rapporteurs des trois sessions du thème sur l'eau et l'agriculture ont résumé les conclusions de leurs discussions. Suresh Kulkarni, de la CIID, a présenté les recommandations, les engagements et les initiatives pour «augmenter la production alimentaire pour répondre à la demande croissante», incluant l'élaboration des solutions à court terme et à long terme pour traiter l'augmentation de la demande alimentaire,



Délégués lors de la session de récapitulation

l'amélioration de la collecte et de l'analyse des données, et l'implication des femmes dans la gestion de l'eau ainsi que dans les processus de prise de décision.

Teshome Atnafir Guyo a résumé les principales conclusions de la session sur «Comment les mesures du marché alimentaire peuvent-elles accélérer le développement rural et l'allègement de la pauvreté?». Il a noté que les agriculteurs devraient pouvoir accéder aux prêts bancaires et aux marchés.

Sur la session «Doit-on utiliser l'eau pour la bioénergie ou pour l'alimentation?», Isobel Van der Stoep, WSM Leshika Consulting, a expliqué que les participants à cette session se sont penchés sur la double utilisation de l'eau pour l'alimentation et pour la production des carburants, ils se sont également penchés sur: la participation des agriculteurs; l'élaboration intégrée des politiques; et l'investissement pour la recherche et le développement.

Le Président du panel, Khalid Mohtadullah, s'est félicité de la recommandation de relier entre eux les secteurs liés à l'eau; Guyo a résumé les recommandations finales d'abandonner la gestion intégrée de l'eau pour passer à la gestion intégrée des ressources, et sur la rationalisation de l'eau dans les plans stratégiques nationaux et internationaux.

Dans les discussions, les participants ont examiné les implications de la crise financière sur la pauvreté et la famine et ont plaidé pour une action coordonnée des ministères au niveau national et international. Un participant a noté que le droit à l'eau, bien que déjà reconnu, n'a pas été étendu à la protection du droit à l'eau pour l'alimentation.

Les panélistes et les participants ont discuté entre autres du régime foncier et des droits relatifs à l'eau; de la possibilité d'une augmentation des prix des denrées; du dialogue avec la communauté des donateurs; du transfert des technologies visant à accroître la productivité liée à l'eau; du lien entre les prix du pétrole et ceux des aliments; et de la menace que font peser sur la production alimentaire la dégradation des terres et la sécheresse.

## FINANCEMENT

### ÉTABLISSEMENT DU PRIX DES SERVICES DE L'EAU- QUESTIONS DE PROCÉDURE: SURMONTER LES CONFLITS, CONSTRUIRE LE DIALOGUE:

Robin Simpson, de Dialogues sur l'eau, a expliqué que la session se pencherait sur la mise à jour du changement de paradigme d'une structure d'amortissement global des coûts par le biais des taxes, à une structure de récupération durable des coûts basée sur des mécanismes de fixation de prix multiples. Il a invité les panélistes représentant divers points de vue à examiner: les objectifs politiques dans la conception des stratégies de fixation de prix; les dilemmes posés par le dialogue sur la mise en place des taxes; et les moyens d'instituer un procédé transparent, éclairé et participatif.

João Simão Pires, de l'Institut de réglementation de l'eau et des déchets solides, Portugal, a noté que bien qu'une proportion significative de la population soit en mesure de payer pour les services, les bases pour déterminer les critères de fixation de prix ne sont pas encore disponibles. Vibhu Nayar, du projet IAMWARM, État de Tamil Nadu, Inde, a

discuté des fausses perceptions courantes constatées dans le débat, en particulier, l'idée que des investissements financiers substantiels sont nécessaires, et qu'un amortissement des coûts entraîne une plus grande efficacité dans la fourniture des services et l'utilisation durable des ressources. Il a souligné qu'en tant qu'une ressource partagée, la gestion de l'eau nécessite une participation publique complète dans le choix des options politiques, forçant ainsi les décideurs à partager le pouvoir. Maurice Bernard, ADF, a souligné les initiatives entreprises par les donateurs en matière de fixation des prix des services de l'eau. Il a noté qu'une portion des flux financiers de l'AOD devrait être consacrée à la réduction des inégalités dans l'information et la capacité, cette réduction étant un préalable important pour une pleine participation publique et une gouvernance améliorée.

Perry Rivera, de Manila Water, Philippines, a déclaré que sa compagnie a réussi à gérer les «dilemmes concurrents» consistant à satisfaire les grandes attentes du public et à respecter ses obligations de services, et augmenter par un facteur de sept les taxes en l'espace d'une décennie, bien qu'elle ait de manière prédominante, une clientèle de base pauvre. Il a attribué cette réussite à des services réguliers et de haute qualité et à une surveillance continue des tendances des revenus pour déterminer le «coût d'ajustement» des consommateurs pauvres. David Boys, Public Services International, a souligné que les travailleurs subissent un coût disproportionnellement élevé dans la recherche d'une plus grande efficacité. Il a plaidé pour des mécanismes de recouvrement de coûts basés sur le concept des 3T (Tarifs, Taxes, Transferts), afin que les gros utilisateurs et ceux qui en sont capables puissent payer une part plus élevée.

Dans la discussion, plusieurs participants ont souligné la réponse à la question centrale de la durabilité qui exige que les mécanismes de recouvrement des coûts se penchent sur l'utilisation de l'eau dans la production agricole qui représente la plus grande partie de l'utilisation totale de l'eau. D'autres questions soulevées incluaient entre autres: la nécessité de paramétrer les coûts cachés de la mise en place des partenariats publics-privés; gérer des projets mal conçus et les obligations souveraines; et les outils pour mettre en place un processus transparent, éclairé et participatif.

## AUTOUR DU CENTRE DE CONFÉRENCE

**DÉFILÉ DES JEUNES ET AUTRES:** A l'heure du déjeuner, les participants au Forum des Jeunes ont organisé un défilé passant par le pont piétonnier qui relie les deux sites du 5ème Forum mondial de l'eau situés de part et d'autre de la Corne d'or. Dans la soirée, les Jeunes ont participé à une synthèse thématique dans le cadre de la préparation de la cérémonie de clôture qui aura lieu vendredi le 20 mars.

**PROCHAINS ÉVÉNEMENTS CULTURELS:** Dans le cadre du programme culturel du Forum, les participants seront heureux d'assister au concert donné par le percussionniste turc de renommée mondiale, Burhan Öçal, à la salle Cemal Reşit Rey vendredi 20 mars à 20h30.



Photographies du Défilé des Jeunes